



## INFORMATION NOTE

UNCTAD/PRESS/IN/2004/018\*

14 October 2004

### AIDER LES PRODUCTEURS DE PRODUITS DE BASE AU CAMEROUN

Samuel Mimpfoundi, un petit planteur de cacao originaire du Cameroun reçoit au moment de la récolte entre un douzième et un quart du prix international moyen. La CNUCED a mis en œuvre plusieurs projets afin de réduire ces énormes écarts de prix et aider ainsi les petits producteurs tels que Samuel à obtenir une part plus importante des recettes provenant de leur production.

Dans l'ensemble, les cours des produits de base ont augmenté depuis 2003. Mais, en ce qui concerne des produits agricoles tropicaux tels que le cacao et le café, l'augmentation de 27 % en 2003 a été suivie d'une baisse de 6 % au cours du premier semestre 2004, selon un rapport établi par la CNUCED pour l'Assemblée générale des Nations Unies sur les tendances et perspectives mondiales concernant les produits de base (document A/59/304). Or, à l'instar de Samuel Mimpfoundi, sur le plan international, la grande majorité des 2 milliards de personnes impliquée dans la production de matières premières est pauvre. Environ 63 % de la population des pays les moins avancés où les exportations de produits agricoles jouent un rôle prédominant survivent avec moins de 1 dollar par jour.

Le lien entre le commerce et la pauvreté, et la nécessité d'adopter des stratégies de développement pour aider les producteurs pauvres de produits de base à mieux bénéficier de l'économie mondiale, font l'objet de discussions au cours de la réunion que l'organe directeur de la CNUCED, le Conseil du commerce et du développement, tient ce mois, à Genève. (Voir communiqué de presse UNCTAD/PRESS/PR/2004/034 du 12 octobre.)

Dans le cadre d'INFOCOMM, programme d'assistance technique de la CNUCED sur l'information de marché dans le secteur des produits de base, un projet pilote a été mis en œuvre au Cameroun afin de permettre aux producteurs de produits de base d'échanger les informations relatives au marché dont ils ont besoin pour négocier de meilleurs prix et se positionner sur des filières plus lucratives. Depuis que le Gouvernement a entrepris de libéraliser les secteurs du cacao et du café en 1991, et en particulier depuis 1994, les incertitudes du marché ont augmenté et les petits exploitants se sont vu obligés de vendre leur production au comptant, immédiatement après la récolte (octobre-décembre). La libéralisation a également entraîné la suppression d'un programme public de péréquation qui visait à équilibrer les prix bord champs dans les différentes zones de production. D'importantes variations dans les prix payés aux producteurs sont maintenant observées dans les diverses régions en question et, sur le plan de la commercialisation internationale, l'origine Cameroun subit une forte décote. Dans le cas du cacao, la prime de qualité traditionnellement versée en raison de l'arôme particulier et de la couleur rouge des fèves de cacao camerounaises a disparu, principalement en raison de l'exportation en vrac du cacao par deux ou trois sociétés internationales qui dominent le marché, et l'écart de prix entre Yokadouma (situé à 800 kilomètres du port de Douala) et Mbanga (éloigné de 60 kilomètres de Douala) peut atteindre jusqu'à 50 %, malgré l'augmentation des cours mondiaux du cacao depuis 2002. Cependant, si les petits producteurs pouvaient obtenir en temps utile des informations sur les prix bord champs, les récentes évolutions du marché (y compris l'apparition de nouveaux partenaires) et les exigences fondamentales en matière de qualité, il existe de forte probabilité pour qu'ils

- 
- **Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:** le service de presse de la CNUCED, Tel. +41 22 917 5828, [press@unctad.org](mailto:press@unctad.org) ou O. Matringe, +41 22 917 5774, [olivier.matringe@unctad.org](mailto:olivier.matringe@unctad.org).

puissent obtenir un meilleur prix pour leur production, avoir un revenu plus stable et améliorer leur propre condition dans le secteur international des produits de base. Ce service constitue une des composantes offertes par INFOCOMM, dont le portail électronique contient des informations, accessibles à tous, sur les secteurs des produits de base et permet de générer des bases de données protégées sur les prix, les coûts de stockage et les normes de qualité en partenariat avec des équipes d'experts en matière de marchés mondiaux des produits de base. L'un des buts de ce projet pilote est de chercher les moyens d'atteindre les petits planteurs dispersés dans des lieux éloignés de 200 à 500 kilomètres de la zone urbaine la plus proche. Des relais pour favoriser la transmission de l'information à l'intérieur de pays en développement tels que le Cameroun devront être mis en place et pourraient être éventuellement adossés à des systèmes de diffusion par radio.

Les informations de marché compulsées par la CNUCED sont actuellement disponibles en français sur le portail INFOCOMM pour 20 produits de base: banane, noix de cajou, cacao, gaz naturel, minerai de fer et acier, jute, karité, nickel, huile d'olive, pétrole, palladium, platine, poivre, riz, sucre, tabac, thé, bois d'œuvre tempéré, blé et zinc. Des informations sur 10 d'entre eux sont également disponibles en anglais et en espagnol. D'autres produits de base seront prochainement ajoutés, à commencer par les agrumes, le maïs, le coton, le café et l'aluminium (en français), produits qui seront suivis par le charbon, le cuivre, le diamant, l'électricité, les engrais, l'or, la mangue, l'orange, l'huile de palme, l'ananas, le caoutchouc, l'argent et l'étain.

Avec quelque 3,2 millions de requêtes et plus de 90 000 sessions interactives par mois, ce portail répond manifestement à un besoin, celui de combler le fossé permettant de consulter en ligne toutes les informations nécessaires sur le secteur des produits de base.

Cette carence en information, qui existe au Cameroun et dans la plupart des autres pays en développement, est due à une asymétrie considérable en matière d'accès à des informations stratégiques, pertinentes et à jour sur les produits de base, ce qui réduit l'efficacité des marchés et aggrave la vulnérabilité des acteurs économiques nationaux, en particulier les petits producteurs. De nombreuses sources traditionnelles d'information sur les produits de base ont disparu et celles qui subsistent sont très dispersées et ne sont pas toujours bien structurées. En conséquence, il est extrêmement difficile pour les pays producteurs de matières premières d'obtenir en temps voulu des informations pertinentes sur les marchés internationaux, telles que les prix, les structures des marchés et les filières, les normes de qualité, les entreprises internationales, les débouchés, les technologies, les marchés et les bourses.

À compter de l'année prochaine, INFOCOMM lancera une nouvelle base de données pour partager des informations de marché entre les partenaires nationaux intéressés, tels que l'Office national du café et du cacao du Cameroun, et va concevoir des CD-ROM et des outils interactifs relatifs à certains produits de base. Le premier CD-ROM, qui portera sur les structures du marché du cacao, analysera les chaînes de commercialisation du cacao et la situation particulière des pays producteurs, ainsi que des questions telles que les marchés de niche potentiels, les facteurs exogènes influant sur la production, les marchés de commerce équitable, etc. Il comprendra un glossaire spécialisé, ainsi qu'une série de vidéos illustrant le rôle des diverses parties prenantes.

INFOCOMM vise à favoriser la transparence des marchés, à faire mieux comprendre le fonctionnement des marchés des produits de base et à améliorer l'accès à des informations vitales pour l'élaboration de politiques sur la production, la commercialisation, la transformation et le financement des produits de base. Les principaux buts recherchés sont de suivre et d'analyser les tendances des marchés mondiaux des principaux produits de base et de gérer, organiser et développer, de façon pratique et originale, une série d'instruments de gestion et de partage des connaissances en vue de faciliter le processus de décision dans les secteurs public et privé.